

ACTION URGENTE : DÉCLARATION À SIGNER

Nouveaux principes et règles visant à renforcer un système économique qui défende les intérêts des populations et de la planète

mercredi 10 décembre 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 11 novembre 2008).

PUBLICATION DE CETTE DÉCLARATION PRÉVUE LE 13 NOVEMBRE AVANT LE SOMMET DU G20 DE WASHINGTON, D.C. DU 15 NOVEMBRE.

Merci de signer la déclaration suivante avant le mercredi 12 novembre 23h59 GMT en cliquant sur le lien <http://www.choike.org/bw2/>

NOUVEAUX PRINCIPES ET RÈGLES VISANT À RENFORCER UN SYSTÈME ÉCONOMIQUE QUI DÉFENDE LES INTÉRÊTS DES POPULATIONS ET DE LA PLANÈTE

Les mois qui viennent de s'écouler ont connu l'une des crises financières les plus graves de l'histoire. Ces dernières semaines, les chefs de file du monde entier ont reconnu la nécessité de réformer le système financier et ses institutions. Le 15 novembre prochain, les membres du Groupe des 20 se rencontreront à Washington pour entamer les discussions. Nous éprouvons cependant une vive inquiétude à ce que les rencontres prévues s'organisent d'une façon précipitée et non inclusive, et par conséquent ne puissent ni traiter en profondeur tous les changements nécessaires, ni en répartir équitablement les charges.

Merci de prêter votre appui à la nouvelle déclaration ci-dessous qui établit les principes et règles visant un système économique qui défende les intérêts des populations et de la planète. Elle s'appuie également sur plusieurs déclarations exprimées récemment par la société civile internationale (1). Si ce n'est déjà fait, vous pouvez également signer la Déclaration pour un meilleur processus qui circule depuis deux semaines.

La date d'échéance pour signer les deux déclarations est le mercredi 12 novembre, 23h59 GMT.

Inclinons le virage du changement vers un système économique qui défende les intérêts des populations et de la planète

Le 15 novembre prochain, les chefs de file de 20 nations et les institutions financières multilatérales les plus importantes vont se rassembler à huis clos à Washington pour discuter de l'avenir de l'économie mondiale. Le Groupe des 20, mené par le président sortant Georges W. Bush, comprend

de nombreux individus, gouvernements et institutions dont les politiques sont responsables de la crise financière actuelle. C'est pourquoi, nous avons la conviction que ce groupe n'est pas celui qui devrait être chargé de remodeler les règles et les institutions mondiales. Le monde a besoin d'un processus beaucoup plus inclusif, intégrant d'autres nations et leurs populations.

Pour commencer, cette déclaration esquisse l'agenda des changements qui solutionneraient la crise en donnant la priorité aux populations et à la planète. Partant des expériences des groupes et communautés à travers le monde, elle décrit comment la crise financière s'est déclenchée au cœur même d'une économie capitaliste de mondialisation pour se combiner aux crises grandissantes des changements climatiques et de la famine, atteignant maintenant les quatre coins de la planète. Cette nouvelle crise, issue des pratiques prédatrices d'un « capitalisme de casino » non réglementé et abusivement subventionné, est en train de détruire des emplois, des vies, des moyens de subsistance, semant la dévastation sur les marchés des changes et de la bourse à travers le monde, pillant les ressources du plus grand nombre et concentrant les richesses entre les mains de quelques uns.

À ce jour, les gouvernements ont majoritairement répondu en injectant plus de 1 000 milliards de dollars pour renflouer les institutions et sociétés financières privées, ignorant totalement en même temps les besoins écrasants des communautés, des citoyens ordinaires et des fragiles écosystèmes.

Le temps est venu de tirer la leçon de cette expérience et des conséquences et impacts dévastateurs des autres crises survenues récemment, telles que la crise de l'endettement au Mexique (1982), ainsi que les crises financières au Mexique (1994-1995), en Asie (1997-1998), et en Argentine (1999-2002). L'histoire continue à se répéter. Ce modèle, dont le point culminant est la crise mondiale actuelle, démontre sans l'ombre d'un doute qu'une transformation réelle du système est impérative.

De nouvelles règles et institutions doivent être créées dans un processus de dialogue ouvert et inclusif, fondé sur un ensemble de principes qui doivent guider l'activité économique. Nous proposons ci-dessous les grandes lignes de ces principes et un aperçu de ces nouvelles règles et institutions.

1. Nous avons besoin d'un nouvel ensemble de principes pour soutenir de nouvelles institutions financières nationales, régionales et mondiales :

Les principes suivants doivent étayer les nouvelles règles et institutions :

- Démocratie et équité économiques y compris développement des économies locales, et contrôle et protection de l'eau, des semences, des gènes, de l'air, des terres communautaires, des pêches et autres ressources communes.
- Environnement durable et justice environnementale, y compris promotion à long terme d'investissements verts productifs.
- Adhésion, protection et promotion de tous les droits de la personne, y compris le droit à la nourriture, à l'air et à l'eau ainsi que les droits des travailleurs, des petits producteurs, des communautés rurales et urbaines, des autochtones, femmes, enfants et aînés.
- Justice et égalité intergénérationnelle sans distinction de sexe, race, ou origine ethnique.
- Autodétermination et souveraineté des peuples et des nations.
- Non ingérence, coopération mutuelle, complémentarité et solidarité.

Sur la base de ces principes, les financiers doivent avoir pour objectif le renforcement des économies nationales et locales réelles et s'y atteler afin de répondre aux exigences d'un développement durable et équitable. De leur côté, les gouvernements doivent soutenir les nouvelles institutions financières régionales telles que Banco del Sur (la Banque du Sud) en Amérique du Sud, qui a le potentiel pour répondre aux besoins de cette région avec plus d'efficacité que le FMI et la Banque mondiale. Des fonds d'urgence régionaux sont également indispensables pour garantir la souveraineté alimentaire et énergétique des nations.

2- Assez des fondamentalistes du libre-échange : le monde n'a pas besoin d'un autre « Consensus de Washington ».

Le soi-disant « Consensus de Washington » qui a prêché la déréglementation, la privatisation, le surendettement, la libéralisation du commerce et du capital a complètement détérioré ces trente dernières années les conditions de vie des travailleurs et des communautés, et dégradé l'environnement. Ainsi discrédité, il doit être officiellement abandonné et n'être remplacé par aucun nouveau dogme « uniformisé » pour tous.

Les chefs de file et institutions du monde riche n'ont pas seulement incité leur propre pays à se laisser prendre dans une frénésie de déréglementation et de privatisation, mais ils y ont également poussé les pays en voie de développement par le biais des subventions conditionnelles et des prêts à remboursement conditionnel. De la même façon qu'ils ont pu mobiliser 1000 milliards de dollars pour se sortir du pétrin chez eux, ils ont l'obligation de contribuer équitablement à réparer les impacts dévastateurs qu'ont eus leurs erreurs dans les pays du Sud. Ceci implique l'annulation des dettes illégitimes et insoutenables qu'ils réclament aux pays du Sud ainsi que leur dédommagement et remise en état pour les dettes écologiques et sociales qu'ils ont envers ces populations. Ainsi, ces ressources, ajoutées aux versements complets et rapides au titre des augmentations d'aides programmées antérieurement, doivent être fournies sans aucune condition macroéconomique ou structurelle. Le droit de chaque pays à définir sa propre voie vers une économie saine et durable doit être respecté. Les conditions ruineuses rattachées actuellement aux subventions, prêts et aux programmes de réduction de la dette doivent être annulées avant qu'elle ne causent encore davantage de ravages.

3- Réduction du pouvoir du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC :

La crise actuelle a une fois de plus démontré à quel point nous sommes tous touchés par les trois puissantes institutions mondiales dont les politiques ont été déterminantes dans la naissance de cette crise : le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Malgré cela, le débat actuel entre institutions financières et gouvernements tend encore à accroître leur rôle. Par exemple, l'OMC continue à insister en faveur de la déréglementation et de la privatisation du secteur financier, principalement avec l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Pour que chaque pays et la communauté internationale puissent adopter les nouvelles règles essentielles au secteur financier, il faut non seulement que le Cycle de Doha actuel de l'OMC soit suspendu, mais aussi que les règles existantes de l'OMC qui freinent la réglementation des services financiers soient démantelées. De la même façon, les efforts du FMI et de la Banque mondiale visant à étendre leur influence et résultant des différentes crises financière, climatique, énergétique et alimentaire doivent être fermement repoussés. En outre, les institutions de gouvernance économique nationales, régionales et mondiales doivent être démocratiques et rendre des comptes aux femmes et hommes qu'elles sont censées servir.

4- Réglementation efficace de l'économie mondiale :

Les gouvernements doivent entreprendre des actions immédiates pour élaborer une nouvelle

architecture internationale de réglementation s'articulant autour de mécanismes régulateurs démocratiques et visant à promouvoir les intérêts des travailleurs, des petits producteurs fermiers, des consommateurs et à prévenir de futures crises financières. Les Nations Unies doivent jouer un rôle prépondérant dans cette élaboration. Cette réglementation ne doit pas s'appliquer uniquement aux banques mais aussi aux systèmes financiers parallèles mal réglementés, y compris les fonds de couverture et les fonds d'actions privés. Les premières étapes doivent consister à réglementer les dérivés, à stopper la spéculation sur les denrées alimentaires de consommation courantes, à appliquer des conditions internationales plus strictes sur les réserves de capital, des taxes de spéculation sur les transactions internationales et des règles de transparence plus sévères, et à fermer également les paradis fiscaux. Les gouvernements doivent aussi renégocier des dizaines d'accords de libre-échange et de traités bilatéraux d'investissements qui empêchent actuellement les gouvernements de contrôler les flux de capitaux et d'appliquer des conditions plus intelligentes aux investissements étrangers et autres transactions financières.

De telles étapes sont parfaitement réalisables et il faudra encore en franchir de nombreuses autres pour parvenir à bâtir un système économique international plus juste pour les populations, les communautés locales et l'environnement, n'importe où dans le monde. Voici le changement dont le monde a besoin et pour lequel nous continuerons à nous battre.

SIGNATAIRES :

Jubilee South

JS APMDD

Jubilee USA Network

Halifax Initiative, Canada

Action Aid International

Global Economy Project, IPS

Jubilee USA

Social Watch International

and many others

Voir la liste des signatures :

<http://www.choike.org/bw2>

Les documents de références comprennent :

- Call for Global Action Against Debt and IFIs, October 12-19, 2008 :

[For food sovereignty - For economic and climate justice: Cancel debt now! End IFI conditionalities!](#)

[Pay the ecological debt to the South!](#)

- ATTAC Le chemin le plus sûr vers la justice sociale est le désarmement des marchés financiers

[Le chemin le plus sûr vers la justice sociale est le désarmement des marchés financiers](#)

— Déclaration finale de la Conférence internationale d'économie politique : réponse du Sud à la crise économique (Déclaration de Caracas)

[Déclaration finale de la Conférence internationale d'économie politique : Réponses du Sud à la crise économique](#)

— Social Movement on Debt in South America, Letter to South American Presidents

[The Debt: Latin American and Caribbean social movements and organizations demand immediate actions](#)

— « La crise financière mondiale : une opportunité historique pour le changement » (Appel de Pékin)

[La crise financière mondiale : une opportunité historique pour le changement](#)

— 1999 Joint Statement by IFG, IPS, TWN and FOE on Global Financial Reform

http://ifg.org/pdf/Citizens_Agenda_...

— International Trade Union Confederation, Statement by Global Unions to the 2008 Annual Meetings of the World Bank and International Monetary Fund

http://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/No_...

— Trade Union Statement to « G20 Crisis Summit, » The Global Unions « Washington Declaration », November 2008.

— South Centre, « South Centre calls for Revamping the Global Financial Architecture, » October 29, 2008.